

- Articles du 22/11/2022

Ariège : l'Unsa s'inquiète pour l'avenir



- Antoine Loguillard, secrétaire départemental de l'UNSA, dresse un bilan inquiétant. DDM - Romain Agard

[Éducation](#), [Ariège](#), [Social](#)

Publié le 22/11/2022 à 08:01

L'Unsa09 (syndicat enseignant) a fait le bilan sur la rentrée 2022 en Ariège et a dévoilé les premières perspectives pour 2023. Une situation qui semble inquiétante et qui fait monter les tensions dans les établissements.

S'il y avait une baisse démographique dans les établissements du premier degré (écoles maternelles, élémentaires et primaires) depuis 2014, avec moins 280 élèves en 2020 et moins 341 en 2021, l'année 2022 voit sa population augmenter de 13 élèves. Une petite surprise mais pas forcément synonyme d'une amélioration dans le département.

"Il peut y avoir trois raisons à cela : l'arrivée de jeunes ukrainiens, qu'une trentaine en Ariège, les nombreux élèves en instruction à domicile pendant le Covid qui sont en train de revenir dans les établissements et la confiance retrouvée pour l'accueil dans les écoles, avec des cas qui diminuent et la fin du masque. C'est le Covid qui influe sur ces trois dernières rentrées", assure Antoine Loguillard, secrétaire départemental de l'Unsa09 éducation.

Dans le second degré (collèges et lycées), les effectifs sont en chute de 109 élèves avec 13 postes en moins dans le département.

"Le collège de Lézat a perdu 30 élèves et se retrouve à un effectif total de 400, ce qui est anormal. À Seix, il y a 126 élèves pour 7 divisions, posant la question de la répartition", indique-t-il. Même constat pour les lycées technologiques et professionnels. "La baisse des effectifs est assez forte mais c'est très différencier géographiquement. Le lycée Gabriel Fauré à Foix passe la barre des 900 élèves, quand les établissements de Mirepoix et Pamiers, pourtant avec des formations post-bac, perdent respectivement 35 et 41 élèves", ajoute Antoine Loguillard.

Une situation plus qu'inquiétante pour l'Unsa 09. "On ne peut pas avoir ce dévissage-là sans réaction. C'est urgent. La poursuite d'étude en Ariège, si elle ne se fait pas en proximité, elle ne se fait pas du tout. Il y a un frein économique et culturel chez les jeunes pour aller à Toulouse et sa périphérie. Les lycées professionnels ont perdu 40 élèves dans le public", précise-t-il.

La gronde s'amplifie chez les enseignants

Dans l'enseignement, les tensions ne cessent de croître, notamment depuis la volonté de réforme du lycée professionnel pour la rentrée 2023 par le ministère du travail, qui devrait faire augmenter considérablement la durée des stages en entreprise. La carte triennale de formation en professionnel et BTS est d'ailleurs en cours d'élaboration et prévue pour une sortie en janvier prochain. Des évolutions que conteste l'Unsa09.

"Il y a une unanimité des syndicats enseignants publics, privés et agricoles sur ces sujets, c'est du jamais vu. La richesse d'un territoire, c'est le brassage des talents, des compétences, etc., explique Antoine Loguillard. À la rentrée prochaine, on annonce déjà une baisse de 105 élèves en Ariège et une suppression de 2000 postes au niveau national dont 1000 seulement sur le 1er degré. Le département sera forcément touché."

Autre motif de contestation, la question de l'équité de financement des établissements du département. Les budgets 2023 doivent être votés avant le 1er décembre prochain par les chefs et gestionnaires d'établissements, qui font face à une fronde inédite. "Entre la hausse des coûts de l'énergie et des produits alimentaires pour les cantines, financés par les collectivités, l'augmentation des charges sera forte. Pourtant, les établissements ont

reçu une notification de dotations de l'Etat très faible, comme si de rien n'était", regrette le secrétaire départemental de l'Unsa éducation.

Or l'Etat a offert aux collectivités une dotation complémentaire, que ces dernières veulent distribuer au cas par cas. Une situation anormale selon le syndicat. "Si la semaine prochaine [NDLR. Celle débutant au 21 novembre 2022] les collectivités du département n'avancent pas les dotations complémentaires à chaque établissement, il y aura un appel à voter contre les budgets 2023 des conseils d'administration, par les chefs et les gestionnaires d'établissements eux-mêmes", prévient Antoine Loguillard.

Selon lui, il n'y a aucun obstacle technique à cette mise en place, qui a déjà eu lieu dans d'autres régions. "La Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes ont annoncé des rallonges et le département voisin de la Haute-Garonne va voir son budget augmenter. Nous espérons ces annonces pour l'Ariège et l'Occitanie, pour un budget sincère et équilibré", conclut-il.

Les prochains jours s'annoncent cruciaux dans le département.

La mixité sociale en question dans les écoles et collèges de l'Aveyron



• La mixité sociale à l'école, véritable socle républicain. JosÃ© A. Torres
[Éducation, Aveyron](#)

Publié le 22/11/2022 à 05:12

Les indices de position sociale des collèges (IPS), que l'éducation nationale a été contrainte de rendre publics, confirment que le privé concentre les élèves les plus favorisés. L'Aveyron n'échappe pas à la règle.

Que se cache-t-il derrière l'IPS, l'indice de position sociale, brandit aujourd'hui par les syndicats d'enseignants pour dénoncer la ségrégation sociale qui règne dans certains établissements ? Cet indice était jusqu'alors seulement connu des chefs d'établissements et des cadres de l'Éducation nationale. Sa mise à disposition du grand public, après une longue bataille juridique de trois ans menée par un journaliste indépendant, Alexandre Léchenet, permet de mieux saisir ces enjeux de ségrégation sociale et scolaire.

Cet indice a été créé en 2016 par les statisticiens de l'Éducation nationale afin de décrire le milieu social moyen des élèves d'un établissement. L'indice se construit à partir des professions et catégories socioprofessionnelles des parents d'élèves auxquelles un coefficient est attribué.

Par exemple, un élève dont les parents sont professeur des écoles et ingénieur obtiendrait un IPS de 179. Tandis qu'un autre, avec deux parents au chômage, serait à 54. Le ministère estime ainsi que plus l'indice est élevé, plus l'élève évolue dans un contexte familial favorable aux apprentissages. L'IPS d'un établissement est la moyenne de l'IPS des élèves. "*Même s'il s'agit d'un outil statistique avec une marge d'erreur et que cet outil est aussi critiquable, il n'en reste pas moins intéressant pour illustrer les dysfonctionnements de l'école*", explique Sébastien Ségur, d'Unsa Éducation.

Mixité plus importante dans les collèges ruraux

Au niveau national, les établissements privés sont surreprésentés dans le groupe des IPS supérieurs à 130. Alors que l'on compte 14,1 % d'écoles privées sous contrat, elles ne constituent que 3,2 % des écoles ayant un IPS inférieur à 90 mais 60,3 % des écoles avec un IPS supérieur à 140. Un constat que l'on retrouve pour les collèges aussi. En Aveyron, les syndicats d'enseignants relèvent "*de grandes disparités*" et "*des écarts conséquents dans des villes comme Rodez, Villefranche-de-Rouergue et Millau*".

À Rodez par exemple, la fourchette de l'IPS est comprise entre 125 et 74 pour les écoles et 117 à 92 pour les collèges. Le taux moyen est de 97 dans les écoles publiques et de 113 dans les écoles privées.

"*Toutefois, on note que la mixité est plus importante dans les collèges ruraux. Ce sont bien souvent les seuls établissements implantés dans les zones rurales*", note Sophie Héran, du syndicat Unsa. *Mais, dans les villes, comme il n'existe pas de carte scolaire, on se retrouve avec une mixité qui interroge.*"

"Les écarts entre les écoles sont parfois très importants, rajoute Sébastien Le Gall, secrétaire départemental du syndicat. Alors que la mixité est favorable à tout le monde. Pour autant, la mise en place d'une carte scolaire pourrait être une solution. Faut-il encore qu'une volonté politique existe. Dans les discours, la volonté de mettre en place une école mixte et inclusive est affichée. Mais dans les faits, c'est tout le contraire. Au lieu de diluer les élèves qui présentent des difficultés scolaires dans plusieurs établissements, ils se concentrent dans certains."

Expérimentation

Et les syndicats *"d'afficher certaines inquiétudes quant au socle républicain qui est mis à mal "*. Pour Dominique Roblot, présidente de l'Union départementale des délégués départementaux de l'Éducation nationale (DDEN), *"nous sommes au-delà de la querelle qui peut exister entre le public et le privé. Tout le monde a un rôle à jouer pour une école plus juste et moins inégalitaire."*

Dans au moins deux villes en France, Paris et Toulouse, une expérimentation a été menée pour tenter d'effacer ces disparités. Avec un certain *"succès puisque les élèves de classes sociales favorisées reviennent dans l'enseignement public, trois ans après la mise en place de ces mesures"*, reprend Sébastien Ségur. Reste encore à publier l'IPS pour les lycées. *"Il se pourrait que la question des inégalités soit encore plus marquée"*, analyse-t-il.

Jean-Paul Delahaye en conférence au lycée Foch, à Rodez

Auteur de plusieurs rapports sur la pauvreté, de livres traitant de la mixité scolaire, et après avoir été Inspecteur général de l'Éducation nationale, Jean-Paul Delahaye est en conférence jeudi 24 novembre, à partir de 18 heures, au lycée Foch à Rodez. Par exemple, il appelle à différencier les dotations aux établissements privés sous contrat en prenant en compte leur degré de mixité sociale ou encore de leur faire signer une charte d'engagement républicain. Il a notamment dit à propos du système éducatif actuel : *"Il y a un taux de réussite au bac et des réputations qui ne sont pas trop difficiles à obtenir quand, de façon peu fraternelle, on se sépare d'enfants jugés trop faibles"*.

Philippe Henry

Romain Agard